



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, 18 mai 2004 (19.05)
(OR. en)**

9600/04

LIMITE

**EDUC 118
SOC 253**

NOTE INTRODUCTIVE

du: Secrétariat général du Conseil

au: Conseil

n° doc. préc.: 9175/04 EDUC 101 SOC 220

Objet: Projet de conclusions du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur des principes européens communs pour l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles

Les délégations trouveront ci-joint le texte du projet de conclusions visé en objet, tel qu'il résulte des travaux du Comité des représentants permanents du 14 mai 2004. À l'issue de la réunion, le président a constaté que, hormis une réserve d'examen parlementaire de DK, il y avait unanimité sur le texte.

Si cet accord est confirmé, le Conseil et les représentants des gouvernements des États membres réunis au sein du Conseil pourraient adopter les conclusions que l'on trouvera ci-après.

Projet de conclusions du Conseil
et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil,
sur des principes européens communs pour l'identification et la validation
de l'éducation et de la formation non formelles et informelles

LE CONSEIL ET LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS
MEMBRES, RÉUNIS AU SEIN DU CONSEIL,

Conscients que

Dans le contexte de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles visent à faire apparaître et à valoriser toute la gamme des connaissances et des compétences d'une personne, quels que soient le lieu ou la méthode de leur acquisition. L'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles s'effectuent au sein et en dehors de l'éducation et de la formation formelles, sur le lieu de travail et dans la société civile.

L'identification et la validation sont des instruments essentiels permettant le transfert et l'acceptation de tous les acquis, quel qu'en soit le contexte. L'identification atteste des acquis d'une personne et les met en évidence. Elle ne se concrétise pas par un certificat ou un diplôme formel, mais peut servir de base à une telle reconnaissance formelle. La validation se fonde sur l'évaluation des acquis d'une personne et peut se concrétiser par un certificat ou un diplôme¹.

Le Conseil européen, réuni à Lisbonne en mars 2000, a reconnu que l'éducation, la formation et l'employabilité font partie intégrante des politiques économiques et sociales nécessaires pour réaliser l'objectif stratégique consistant en ce que l'Europe devienne, d'ici 2010, l'économie de la connaissance la plus dynamique du monde.

Dans le cadre du suivi du rapport sur "les objectifs concrets futurs des systèmes d'éducation et de formation" (mars 2001), le Conseil a invité, dans le programme de travail détaillé qu'il a adopté le 14 juin 2002, à mettre en place des moyens pour la validation officielle des expériences d'éducation et de formation non formelles.

¹ Le terme "validation" est utilisé dans un sens très spécifique dans ce texte, mais son acception varie selon les États membres. Pour certains, son acception est large et couvre l'identification ainsi que l'évaluation et la reconnaissance de l'éducation et de la formation non formelles et informelles.

Le Livre blanc de la Commission intitulé "*Un nouvel élan pour la jeunesse européenne*" (21 novembre 2001), qui établit un nouveau cadre pour une coopération européenne dans le domaine de la jeunesse, souligne l'importance de l'éducation et de la formation non formelles.

Dans sa résolution sur l'éducation et la formation tout au long de la vie (27 juin 2002), le Conseil invite les États membres à encourager la coopération ainsi que des mesures efficaces permettant de valider les résultats de l'éducation et de la formation.

Le "*cadre d'actions pour le développement des compétences et des qualifications tout au long de la vie*" des partenaires sociaux européens (14 mars 2002) souligne que la reconnaissance et la validation des compétences et des qualifications est à la fois un objectif commun et une priorité essentielle de l'action à mener au niveau européen.

La déclaration de Copenhague (30 novembre 2002) et la résolution du Conseil du 19 décembre 2002 visant à promouvoir le renforcement de la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnels ont reconnu qu'il fallait accorder la priorité à l'élaboration d'une série de principes communs en ce qui concerne la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles en vue d'assurer une plus grande compatibilité entre les approches adoptées dans différents pays et à différents niveaux.

Le rapport intermédiaire conjoint du Conseil et de la Commission (26 février 2004) destiné au Conseil européen de printemps, intitulé "*Éducation et formation 2010*", précise que la mise au point de références et de principes européens communs peut apporter une contribution utile aux politiques nationales. S'ils ne créent pas d'obligations pour les États membres, ces références et principes communs contribuent cependant à instaurer une confiance mutuelle entre les acteurs clés et à encourager les réformes. Le rapport intermédiaire conjoint invite en particulier à mettre au point des principes européens communs pour la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles.

Reconnaissant que

Dans le cadre du suivi de la déclaration de Copenhague, de la résolution du Conseil et du programme de travail sur les objectifs futurs, les États membres, la Commission, les pays EEE et AELE, les pays adhérents et les partenaires sociaux au niveau européen ont progressé dans la mise au point de principes européens communs pour l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles.

L'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles sont utiles aux apprenants. Elles contribuent à l'intégration sociale, à la capacité d'insertion professionnelle ainsi qu'au développement et à la mobilisation des ressources humaines dans les contextes civique, social et économique. Elles répondent également aux besoins spécifiques des personnes qui cherchent à s'intégrer ou à se réintégrer dans le monde de l'éducation et de la formation, dans le marché du travail et dans la société.

Les approches et les pratiques de l'identification et de la validation sont diverses et voient le jour aux niveaux national, régional et local.

Divers acteurs interviennent également. Il s'agit notamment des dispensateurs de l'éducation et de la formation formelles et des autorités compétentes en la matière, des partenaires sociaux sur le lieu de travail et des organisations non gouvernementales dans la société civile. Si l'identification fait intervenir toutes les parties prenantes, ainsi que les personnes concernées, la validation n'est l'affaire, dans certains États membres, que des autorités compétentes, conformément à la législation nationale.

Soulignant que

Des principes européens communs sont nécessaires pour encourager et orienter la mise au point d'approches et de systèmes d'identification et de validation de grande qualité et fiables pour l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles.

Ils sont nécessaires pour assurer la comparabilité et l'acceptation largement répandue des différents approches et systèmes dans les États membres. Ils permettent également le transfert et l'acceptation de tous les acquis dans différents contextes. Ils tiennent particulièrement compte des besoins et des droits des personnes.

Les principes européens communs ci-dessous s'adressent aux États membres, à la Commission et aux parties prenantes qui interviennent dans l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles. Ils devront être appliqués sur une base volontaire. Ils respectent pleinement les droits, les responsabilités et les compétences des États membres et des parties prenantes. Ils alimentent le développement de systèmes et d'approches en matière d'identification et de validation sans imposer une approche ou un système particulier.

Les principes européens communs sont le reflet de l'effort de coopération déployé au niveau européen pour assurer le suivi de la déclaration de Copenhague, de la résolution du Conseil du 19 décembre 2002, des programmes de travail sur les objectifs futurs et, en particulier, du rapport intermédiaire conjoint intitulé "*Éducation et formation 2010*" de février 2004. Ces principes sont énoncés dans les rubriques ci-après:

- *les droits individuels*

L'identification et la validation de l'éducation et de l'apprentissage non formels et informels devraient, en principe, rester facultatives pour les personnes. L'égalité d'accès et de traitement et un traitement équitable devraient être garantis à chacun. La vie privée et les droits de la personne doivent être respectés.

- *les obligations des parties intervenantes*

Les parties intervenantes devraient mettre en place, en conformité avec leurs droits, responsabilités et compétences, des systèmes et des approches pour l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles, qui devraient comprendre des mécanismes appropriés de garantie de la qualité. Les parties intervenantes devraient fournir aux personnes des avis, conseils et informations sur ces systèmes et approches.

- *fiabilité et confiance*

Les méthodes, procédures et critères d'identification et de validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles doivent être équitables, transparents et étayés par des mécanismes appropriés de garantie de la qualité.

- *crédibilité et légitimité*

Les systèmes et approches d'identification et de validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles devraient respecter les intérêts légitimes des parties intervenantes concernées et leur assurer une participation équilibrée.

Le processus d'évaluation devrait être impartial et des mécanismes devraient être mis en place pour éviter tout conflit d'intérêt. Il faudrait aussi s'assurer de la compétence professionnelle des personnes qui procèdent à l'évaluation.

INVITENT, POUR CE QUI EST DE L'IDENTIFICATION ET DE LA VALIDATION DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION NON FORMELLES ET INFORMELLES, LES ÉTATS MEMBRES ET LA COMMISSION, DANS LE CADRE DE LEURS COMPÉTENCES RESPECTIVES,

à diffuser et promouvoir le recours aux principes européens communs;

à encourager les partenaires sociaux européens, dans le contexte du dialogue social, à utiliser et adapter les principes européens communs pour répondre aux besoins spécifiques du lieu de travail;

à encourager les organisations non gouvernementales qui offrent des possibilités d'éducation et de formation tout au long de la vie à utiliser et adapter les principes européens communs selon les besoins;

à soutenir les échanges d'expériences et l'apprentissage mutuel, notamment en élaborant un inventaire européen sur l'identification et la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles;

à renforcer la coopération avec les organisations internationales en vue de réaliser des synergies dans ce domaine;

à mettre au point et soutenir des moyens cohérents et comparables de présenter les résultats de l'identification et de la validation de l'éducation et de la formation non formelles et informelles au niveau européen, et à examiner la manière dont les instruments mis en place dans le cadre Europass pour la transparence des qualifications et des compétences peuvent apporter une contribution à cette fin;

à examiner comment les principes européens communs pourraient étayer les travaux en cours sur le transfert et le cumul de crédits, la garantie de la qualité et l'orientation et, d'une manière générale, contribuer à la mise en place du cadre européen des qualifications demandé dans le rapport intermédiaire conjoint du Conseil et de la Commission de février 2004;

à soutenir la mise au point de mécanismes de garantie de la qualité et, en particulier, à examiner comment promouvoir le développement professionnel des personnes qui procèdent à l'évaluation, par exemple en soutenant les réseaux axés sur la mise en place et la diffusion de bonnes pratiques.